

Enbat

Dialogue de Zapatero
sur fond de répression

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
1^{er} juin 2006
N° 1931
1,22 €

Daniel Derguy

**un instant de liberté
sur le cercueil
de son père**

ISSN 0294-4596



91770294459006



Numéro d'identification

UN juge toulousain a donné raison au créateur de la marque de vêtements 64 dans son différend avec une entreprise bretonne qui utilisait le numéro 29 pour sa propre ligne. D'aucuns loueront la clairvoyance et la prévoyance de la maison Getariar qui avait déposé auprès de l'INPI une trentaine de numéros de départements de l'ouest hexagonal, s'assurant ainsi l'exclusivité de leur utilisation commerciale.

Mais cette décision a quelque chose de choquant. Loin de nous l'idée de condamner l'ingéniosité et la perspicacité de la société Bil Toki. Ce qui pose problème, c'est l'appropriation et la marchandisation de références qui, à l'évidence, appartiennent au domaine public. Car, en l'occurrence, 64, en plus d'être un chiffre mathématique dont personne n'a l'exclusivité, est bien un identifiant administratif d'une collectivité territoriale. Que dirait l'administration si quelqu'un s'avisait de déposer le sigle RF?

Or, que l'on sache, ni les représentants de l'Etat, d'ordinaire si pointilleux dans la défense des titres et prérogatives publics, ni les instances du conseil général des PA ne se sont jamais émus du détournement du numéro minéralogique du département à des fins commerciales. Pourtant, les autorités de l'Etat savent faire diligence dès lors qu'ils estiment leurs intérêts ou leurs pouvoirs bafoués. Le Préfet des PA a porté plainte contre Laborantza Ganbara au motif que la dénomination de l'association Euskal Herriko Laborantza Ganbara est la traduction en euskara —langue au demeurant non reconnue par l'Etat français— de Chambre d'Agriculture du Pays Basque. Certaines références administratives seraient donc réservées et protégées et d'autres pas?

La satisfaction affichée par Lasserre à l'annonce de

la décision du tribunal est significative. Chacun sait que nombreux sont ceux qui, peu au fait de l'existence de ladite ligne de vêtements, prennent le logo de la marque, apposé au dos d'une voiture ou arboré sur les atours printaniers d'une demoiselle, pour une affirmation militante de l'attachement à l'unité du département des PA. En ces temps de remous sécessionnistes de la «partie ouest du département» comme on dit chez les anti-basques du Conseil général pour ne pas avoir à prononcer les mots Pays Basque —il ne faut rien négliger, même pas les menus avantages d'une confusion dans l'esprit des gens!

On comprend la fureur des élus bretons à l'annonce du verdict toulousain, qui se sentent quelque peu dépossédés de leurs références identitaires. Car, dans tout cela, et les créateurs de la marque l'ont bien compris, il s'agit bien d'identité ou, plus exactement, d'identification à une réalité locale. Dans une société française sans repère et sans projet, véritable millefeuille de catégories sociales, chacune crispée sur la défense exacerbée d'avantages et de privilèges, nombreux sont les gens, particulièrement les jeunes, qui ressentent le besoin de s'identifier, de s'amalgamer à quelque chose. On l'a bien vu au moment de la crise des banlieues, à l'automne dernier.

Localement on assiste à une appropriation des signes extérieurs d'appartenance au Pays Basque: l'ikurriña devient «le drapeau du BO», le chant basque l'élément de ralliement et de convivialité! Peut-être qu'un jour la langue sera à son tour un de ces éléments d'identification revendiqués par les gens. On peut rêver! En attendant, que les élus de la Haute-Loire dorment tranquilles: les abertzale que nous sommes ne les déposséderont pas de leur numéro d'identification. Car pour nous 4 et 3, ça ne fera jamais 43 mais toujours 1.

Alemanian ere urrezko aratxea jainko

ASPALDI handiko ixtorioa: Mois gidari zuten denboran, Jainko bakarra adoraten zuten Juduek ere, urrezko aratxe bat eraiki zuten eta haren aintzinean ahuspekaturik adoratu. Ez da harritzeko zonbeit mende geroago, Nazaretako Jesusek argi ta garbi erran balinbazuen: «Nehork ez ditzake ber-denboran bi nagusi zerbitza, Jainkoa eta dirua!»

Ekainaren 9-tik uztailaren 9-ra, hiru milioi zango-baloizale igurikatzen dituzte Alemanian. Karia hortarat, berrogoi mila prostituta delako ema (edo gizon) galdu, gehienak ekialdetik ekarraraziko dituzte. Berlingo futbol zelai ondoan, 3.000 metra-karratuko bordel bat idekiko dute. Bordel hortan berean, 650 putazale ber denboran sartzen ahalko dira, bai etxearen barnean, bai etxe hortan «lanean» ari direnen gorputza barnean. Zinez erran ditake munduko komertzio edo sal-erosketa zaharrenak, Alemanian ilabete batez, hats (edo arnasa) berri bat hartuko duela. Denbora guti barne, haragi freskoaren indutria berpiztuko da, nahiz indutria mota hori betidanik mundu zabalean hedatua izan. Berriki Baionan, kolektibo bat muntatu dute hortaz mintzatzeko: feministek, alderdi politiko gehienek eta sindikatuek bat egin dute prostituzioaren industrializazioa salatzen. Berria kasetak dio: «Kolektibo horrek ez duela egin prostituzioari buruzko balorazio moralik, baina azpimarratu du jende hori ekonomikoki be-

hartua dela, bere gogoaren kontra. Dopinarekin gertatzen den bezala, emazteak eta gizonak merkatuko produktoak bilakatzen dira. Kolektiboaren iritziz, normaltasun irudi hori eman nahi dutenek muturreraino eramaten dute globalizazioaren logika, eta esklabotza industrialia bultzatzen dute. Alemanian gertatzen ari denak gizartearen egoera islatzen duela azaldu du Beatrice Peyruck Abertzaleen Batasuneko kideak ... Sindikatuek ere bat egin dute kolektiboaren deialdiarekin: Gizartea aldatzeko borrokatzen gara sindikatuak, eta munduko koparen karietara sortuko den egoera salatu behar dugu, biziki larria delako politikoki, erran du Jeronimo Prieto LAB-eko ordezkariak. Kirolaren baliok baztertu eta Munduko Kopa komertzioa, errentagarritasuna eta dirua bilatzen duen ekitaldia bihurtu dela azaldu du Jean-Baptiste Etxeto, CFDT-ko idazkari nagusiak.

Kolektibo kideek ez dute legeri buruzko iritzirik plazaratu, baina azpimarratu dute Europar lege bateratu baten beharrari buruzko eztabaida abiatu behar dela. Behar horren frogarabarmenena salatzen ari direnen egoera azaldu du kolektiboak». Hobeki ezin erran.

Dakigularik nolakoa den diruaren ahal beldurgarria, ez du gu lillura handirik kolektibo horren ez eta, beste hainbeste salaketan baitan, baina gisa hortako idazkiek luzaro iritzi publikoa inharros dezakete eta horien eragina noizbait sendituko dugulakoan gaude.

... que le champion olympique du 110 m-haies, Guy Drut, ait réussi à passer dans la foulée l'obstacle de sa condamnation à 50.000 euro et 15 mois de prison avec sursis, dans l'affaire des marchés publics d'Île de France. Le parrain Chirac — en l'amniant — juge la faute vénielle au regard de l'intérêt national. Chez les coquins, Chirac court moins vite mais saute plus haut!

... pas tant que ça du coup de sang de Grégory Coupet, gardien de but n° 2 de l'équipe de France, suite au traitement de faveur accordé à son concurrent Fabien Barthez, lors d'un stage des bleus en montagne. On comprend leur ambition de garder dès les premiers matchs la cage des copains de Zidane, car on ne sait s'il y aura un second tour!

... pas tant que ça que la Guardia Civil révèle une affaire de dopage par transfusion sanguine, qui pourrait atteindre les plus grands champions du monde du cyclisme. Le vélo c'est pas comme le cheval, chez les canassons les pur-sang gagnent!

... et réjouit que les marches du palais des Festivals sur la Croisette à Cannes ait vu défilé des héros hors du commun: des anciens combattants Nord-Africains de la seconde guerre mondiale, venus présenter le film de Rachid Bouchareb, «Indigènes». Réhabilitation de colonisés venus défendre la «Patrie». Jusqu'à Cannes on accepte, mais qu'ils ne dépassent pas Poitiers!

... qu'une statue de soldat soviétique, érigée au centre de la place principale de la capitale de l'Estonie, Tallin, soit l'objet d'un conflit politique majeur. Pour les Estoniens, aujourd'hui indépendants, c'est le symbole de l'ancien occupant russe, alors que pour la minorité russe (25% de la population), il s'agit d'un combattant anti-nazi. Les uns se battent pour le statu quo, les autres pour la statue GO!

... que toute une année de compétition se joue, samedi dernier, pour l'Aviron Bayonnais, sur les 3 minutes qui ont suivi le dernier match... perdu! Pau ne marquant pas un quatrième essai, Bayonne est sauvé par le gong! Pour une fois les Basques n'ont pas à se plaindre: c'est la Préfecture qui a sauvé la Sous-préfecture... prémonitoire?

DIFFICILE de se montrer plus pessimiste qu'Helen Olafsdottir, porte-parole de la mission d'observation du Sri Lanka chargée du contrôle du cessez-le-feu entre les Tigres tamouls du LTTE et les forces gouvernementales: «*Nous traversons la pire crise depuis la signature du cessez-le-feu. La situation est totalement hors de contrôle. Ni le gouvernement, ni les séparatistes ne respectent plus leurs engagements et tous deux s'en prennent directement*



aux civils». Après l'élection de Rajapakse à la Présidence du Sri Lanka en novembre dernier, j'avais évoqué dans ces colonnes les conséquences terribles que pourrait avoir ce scrutin sur le processus de paix. Mais il était difficile d'imaginer que l'île serait à ce point replongée dans la violence quelques mois plus tard. Afin de mieux comprendre les raisons de cette catastrophe politique, rappelons les principales étapes du processus de paix qui est peut-être en train de mourir sous nos yeux.

Sous le parrainage de la Norvège

C'est en février 2002 que tout a commencé avec la signature par le gouvernement sri lankais et les Tigres tamouls d'un accord de cessez-le-feu (ACF) sous le parrainage de la Norvège. Comme le dit le texte paraphé par les deux parties, il s'agissait là «*d'améliorer les conditions de vie de tous les habitants affectés par le conflit*». Cet objectif affiché est malheureusement resté pour l'essentiel un vœu pieux, et c'est une des raisons pour lesquelles les Tigres se sont retirés des négociations en avril 2003, afin de se donner le temps d'évaluer la situation. La plus belle occasion de sortir du conflit se présenta quelques mois plus tard lorsque, en réponse à la proposition du Premier ministre sri lankais d'accorder une administration intérimaire aux Tamouls, les Tigres rendirent publique une série de propositions saluées par le médiateur norvégien. Mais alors que l'on semblait toucher au but, la Présidente Kumaratunga sabota le proces-

David Lannes

sus en limogeant les ministres en charge du dossier dans le seul but de nuire au Premier ministre qu'elle haïssait. C'est à partir de ce moment-là que la situation a commencé à dégénérer. En mars 2004, la défection du colonel Karuna, l'un des chefs des Tigres, a déclenché un regain de violence sur l'île et marqué l'apparition d'un troisième acteur sur la scène politique de l'île, même si Karuna est probablement contrôlé par Colombo. Même le tsunami de décembre 2004 ne rapprocha pas les deux parties, puisque les nationalistes cinghalais du JVP et des bouddhistes du JHU bloquèrent tout accord sur la répartition de l'aide internationale. Et ce sont ces deux sympathiques partis que l'on retrouve aux côtés du nouveau Président Mahinda Rajapakse, élu en novembre. Il y avait donc de quoi être pessimiste, mais l'ampleur et la vitesse de la dégradation de la situation au Sri Lanka sont pour le moins stupéfiantes...

Ainsi, dès les premiers jours de son mandat, Rajapakse a nommé quelques extrémistes à des postes clés; Sarath Fonseka s'est ainsi vu placé à la tête de l'armée bien qu'il soit connu pour la «*disparition*» de 900 civils tamouls placés sous sa responsabilité lorsqu'il était commandant de la garnison de Jaffna. Et que dire de la nomination de Wickremnayake au poste de Premier ministre alors que c'est un opposant notoire au processus de paix? Aveugle à ces signes avant-coureurs inquiétants, la communauté internationale s'est réjouie de voir que les deux parties acceptaient de se rencontrer le 22 février à Genève. Les objectifs de ces pourparlers étaient clairs: accord négocié pour sortir du conflit, fin des hostilités, amélioration des conditions de vie des habitants, désarmement par le gouvernement sri lankais des organisations paramilitaires. L'optimisme de rigueur à l'annonce de ces pourparlers était pour le moins surprenant. En effet, quelle solution politique espérer lorsqu'un Président fraîchement élu s'empresse de déchirer l'engagement de ses prédécesseurs à «*rechercher une solution politique fondée sur le principe de l'autodétermination interne*»? Comment ne pas être sceptique quant à la fin des hostilités alors qu'une des figures de proue du mouvement tamoul, le parlementaire Joseph Parajasingham, est assassinée à quelques semaines de l'ouverture des négociations? Comment espérer la moindre compassion, pour les centaines de milliers de réfugiés, d'un homme qui a définitivement bloqué — et il le revendique fièrement — tout accord sur la répartition de l'aide

internationale pour les victimes du tsunami? Et enfin, comment imaginer qu'il accepte de désarmer les paramilitaires alors que le mouvement de Karuna est un faux nez si pratique pour harceler le LTTE tout en prétendant respecter l'ACF de 2002?

L'après Genève

On le voit, il aurait fallu exercer une très forte pression sur le gouvernement de Colombo pour qu'il accepte au moins de revenir sur les positions qui étaient les siennes en 2002. Hélas, il n'en a rien été! A titre d'illustration de la politique suivie par les USA et l'UE, citons les propos de Jeffrey Linstead, ambassadeur des Etats-Unis à Colombo, qui justifiait ainsi la levée des mesures de restriction de ventes d'armes au Sri Lanka: «*L'objectif de ce programme n'est pas d'encourager un retour à la guerre mais de provoquer un retour à la paix en mettant en évidence que la guerre serait plus coûteuse et sans succès*». Forte de ce soutien, l'équipe dépêchée par Colombo à Genève a fait preuve d'une arrogance sidérante, allant même jusqu'à mettre en doute la légalité de l'ACF de 2002! Mais c'est «*l'affaire Karuna*» qui scella l'échec des négociations, le gouvernement sri lankais estimant qu'il n'avait pas à désarmer cette organisation paramilitaire apparue en 2004 qu'il ne jugeait donc pas concernée par ses engagements de 2002. Un peu fort, quand on sait que les liens entre les troupes de Karuna et l'armée sri lankaise sont avérés!

L'après-Genève a été une descente aux enfers. Sans parler des combattants, plus de 200 civils ont déjà trouvé la mort. En représailles à un attentat à la bombe à Colombo, des zones tamoules abritant des bases du LTTE — mais aussi peuplées de civils — ont été massivement bombardées par l'aviation, la marine et les forces terrestres de l'armée. Et pendant ce temps, l'UE mène une politique incompréhensible: le 18 mai dernier, cédant aux pressions de Washington, elle a accepté de placer le LTTE sur la liste des organisations terroristes... Dans de telles conditions, le gouvernement extrémiste de Rajapakse n'a aucune raison de chercher une solution négociée. Tout laisse à penser que les USA et l'UE (appuyés par l'Inde) cherchent à se débarrasser du problème tamoul en obtenant une reddition des Tigres. Cette politique n'est pas seulement inique, elle est complètement irresponsable! En 1987, l'Inde avait envoyé 100.000 soldats sur l'île pour désarmer le LTTE. Après de lourds combats, ils quittèrent l'île en 1990, moins nombreux et humiliés d'avoir piteusement échoué. Et l'on compte sur l'armée sri lankaise pour réussir? Belle perspective...

Jusqu'au point de r

La pression judiciaire et le dialogue de sourds sur le plan politique entre abertzale et socialiste d'une solution négociée à la question franco-espagnole en Pays Basque. Le PNV montre qu'il n'est de négociation des partis politiques. Zapatero annonce qu'il parlera avec ETA pour évoquer sa

DANS une négociation, tout se joue au dernier quart d'heure et il faut donc tenir un quart d'heure de plus. La tension entre la mouvance indépendantiste basque et le gouvernement socialiste espagnol vient de monter de plusieurs crans en quelques jours. Comme si rien n'avait été négocié entre les envoyés de Zapatero et ETA durant près de deux ans de contacts secrets. Patxi Lopez, le leader du PSOE en Pays Basque, dit crûment et tout haut ce que son patron Zapatero dit avec le sourire et des phrases à double sens. Le 24 mai, le secrétaire général des socialistes basques a réaffirmé que «son parti en aucune manière ne prendra en compte aucun des deux projets, droit à l'autodétermination et territorialité», —c'est-à-dire la perspective de réunification des sept provinces— présentés par ETA, Batasuna et, avec des nuances, par le gouvernement autonome de Gasteiz et les partis qui le soutiennent. «Ce serait vouloir construire le XXI^e siècle avec des briques du XIX^e ou du XVII^e siècles», ajoute Patxi Lopez qui répète que l'objectif du dialogue avec ETA est l'abandon définitif de la violence et non pas d'en «payer un quelconque prix politique». Une «chose est qu'ETA soit vaincu, autre chose qu'il disparaisse. Le but du dialogue est d'en finir définitivement avec la violence». Enfin pour les socialistes, il est hors de question qu'ils s'assoient autour d'une table aux côtés d'une organisation dissoute et illégale telle que Batasuna.

Alchimie sémantique de Zapatero

Quelques jours plus tôt, José Luis Rodríguez Zapatero s'était donné le beau rôle en tenant des propos plus soft lors de la Fête de la rose à Barakaldo, dans le grand Bilbao. Son intervention était très attendue, les observateurs sachant qu'une des pratiques les plus connues de la communication politique consiste pour le leader à réserver à ses propres troupes les prémices d'une future déclaration importante, en levant un coin du voile, voire à la roder ou à lancer quelques ballons d'essai. Le 21 mai en Biscaïe, José Luis Rodríguez Zapatero, tel un vrai sophiste grec, a pratiqué avec talent l'alchimie sémantique véhiculant une pensée insaisissable ou encore la «vacuité diabolique» que l'on reproche tant à son homologue Tony Blair. Les «citoyens basques décideront de leur avenir dans le cadre de la loi»: un premier membre de phrase pour contenter Batasuna et Ibarretxe, un second pour rassurer les PP ou les super espagnolistes de son

parti et le tour est joué. Tout ça pour organiser un référendum sur un statut parfaitement conforme à la Constitution espagnole actuelle... Zapatero annonce que justement il va la changer cette Constitution réputée intangible, mais pas dans le sens que les abertzale imaginaient. Non, il veut inscrire dans le préambule de la loi fondamentale «la reconnaissance de la douleur des victimes du terrorisme». Pour les Espagnols, il s'agit évidemment des victimes d'ETA, mais les Basques peuvent très bien entendre les victimes de la guardia civil ou du GAL! «Toutes les idées et les

Fernando Grande Malaska, magistrat à l'Audiencia nacional, les convoque à Madrid le 31 mai prochain: il les accuse du délit de «menaces terroristes», puni de dix à quinze ans de prison, pour avoir commenté l'interview de ETA le 14 mai dans le quotidien Gara. Joseba Permach n'y faisait pas mystère que la pérennité du cessez-le-feu d'ETA dépendait de la participation de Batasuna à une table de négociation des partis politiques. Apparemment les autorités judiciaires mais aussi le parti au pouvoir veulent que Batasuna disparaisse, que les indépendantistes créent une nouvelle formation.

—Pernando Barrena, Arnaldo Otegi, Joseba Alvarez, Karmelo Landa, Joseba Permach, Rufi Etxebarria, etc.— pour avoir commenté le 24 mars le cessez-le-feu d'ETA, lors d'une conférence de presse donnée à l'hôtel Tres Reyes d'Iruñea. L'ONG Askatasuna vient de faire le bilan de deux mois de répression policière et judiciaire depuis le cessez-le-feu «permanent». Seize Basques ont été arrêtés, quatre ont subi la procédure d'exception dite d'incommunication et deux se sont plaints de mauvais traitements et de tortures. Quatorze manifestations publiques de Batasuna ont été interdites (réunions,



Batera désigne sa délégation à la table politique: de g. à dr.: Arantza Santesteban, Xabi Larralde, Elena Urabaien, Arnaldo Otegi, Olatz Dañobeitia et Rufi Etxebarria

sensibilités pourront s'exprimer si cela se fait par la parole et le respect démocratique», sous-entendu les thèses indépendantistes ne sont pas a priori interdites. Mais Zapatero tire aussitôt dans l'autre sens: «Le meilleur chemin sera un accord de fond et pour toujours sur le vivre ensemble en Euskadi et le vivre ensemble d'Euskadi en Espagne».

Le chef du gouvernement espagnol fait l'équilibriste sur le fil du rasoir pendant que son bras droit, le ministre de l'Intérieur, n'en finit plus de vérifier le caractère effectif du cessez-le-feu d'ETA. En attendant la déclaration de Zapatero aux Cortés où il devrait annoncer l'ouverture officielle du dialogue avec ETA.

Ce message devrait se borner à une annonce où le chef du gouvernement indiquera que ces discussions se borneront à convenir de la dissolution d'ETA et de la réinsertion de ses membres.

Que Batasuna disparaisse

Au-delà de cette maîtrise du calendrier et des coups de balancier dont Zapatero use et abuse, le bras de fer se poursuit avec une pression judiciaire sur la mouvance indépendantiste, digne de l'époque d'Aznar. Dernière inculpation en date, celle qui s'abat ce 26 mai sur Arnaldo Otegi et huit membres bien connus de la direction du parti interdit Batasuna.

Mais Batasuna ne veut pas en entendre parler et, pour bien le signifier à qui de droit, présente publiquement le 24 mai ses sept négociateurs.

Depuis le début du cessez-le-feu il y a deux mois, et la chronique-presse d'Enbata en est le témoin, l'acharnement judiciaire espagnol ne faiblit pas, y compris sur le plan international. Même le Parlement autonome basque s'en est ému en demandant le 5 mai que le gouvernement décide du retrait pur et simple des réquisitions du Procureur de l'Etat dans le plus grand montage et scandale judiciaires de ces dernières années à l'encontre de militants basques, le fameux procès 18/98.

Pas de cessez-le-feu judiciaire

Le 17 mai, le même Parlement demandait en vain que la Cour suprême annule la doctrine dite «Parot» qu'elle vient d'officialiser et qui supprime toutes possibilités de confusion et donc de remises de peine pour les prisonniers politiques basques, une doctrine «basée sur la vengeance qui n'a plus lieu d'être en ces temps d'espérance», a soutenu à la tribune son rapporteur, le député Unai Ziarreta (EA).

Le 19 mai, l'Audiencia nacional a pour la énième fois mis en examen huit dirigeants de Batasuna et non des moindres

bienvenues à des preso libérés...), l'herriko taberna (bar associatif) de Zamudio a été fermée et six personnes mises en examen pour manifestations en faveur des preso. Dix huit mises en examen ont été ouvertes par les tribunaux, avec amendes et demandes d'incarcération, pour graffitis ou installations de banderoles et de pancartes. Plus de 180 contrôles routiers à caractère politique ont été mis en œuvre par la guardia civil. Les tribunaux espagnols ont exigé le versement de près d'un million d'euro de cautions pour la liberté de plusieurs hommes politiques basques, tous de la mouvance indépendantiste. Une douzaine d'exilés basques ont été extradés en Espagne, le Mexique a procédé le 19 mai à l'expulsion de six d'entre eux qui ont été immédiatement incarcérés à la prison de Soto del Real. Le même jour, la Cour d'appel de Pau émettait un avis favorable à l'extradition de Xabier Lareki, arrêté le 3 mars à Saint Jean de Luz et incarcéré au Muret.

On comprend dès lors l'impatience, les interrogations, les grincements de dents des militants indépendantistes. Les manifestations de mauvaise humeur sur fond de kale borroka commencent à poindre. Rétrospectivement, l'importante intrer-view d'ETA parue dans le quotidien Gara du 14 mai apparaît marquée certes par le

Fallait-il créer Abertzaleen Batasuna ?

**(H)asteko
hitza!**

Txetx a participé, de façon mensuelle, pendant plus de 10 ans, à la Tribune Libre (Iritzia) de la dernière page d'Enbata.

Il continuera dorénavant dans *Alda!*, une fois par mois, à apporter sa contribution au débat et à la réflexion collective du mouvement abertzale d'Iparralde.

Un nouveau rendez-vous pour réfléchir sur les alternatives au modèle politique, social et économique actuellement en vigueur.



Aste honetako *Alda!*n abi berritasun aurkituko dituzue!
Lehena hilabeteko hitzordua da. Enbataren irakurleek Txetxekin zuten hitzordua orain *Alda!*n ukanen dute!
Bigarrena Irakurlearen xokoan aurkituko duzue. Ea berritasun honi ere erregulartasun bat emaiten diozuen!

OHARRAK eta AHOLKUAK:
ipar@mrfundazioa.org

Il semble naturel pour les abertzale ⁽¹⁾, partisans de la réunification des sept provinces basques, de concevoir l'existence de partis nationaux, présents sur ces sept provinces. A contrario, un parti présent uniquement sur Iparralde ne démontre-t-il pas là un caractère moins fondamentalement abertzale, une vision moins nationale ? N'est-il pas moins en train de préparer l'avenir, de participer à l'élaboration des consciences réellement nationales de demain ?

Ceux qui ont fait AB, tout comme ses militant(e)s actuel(le)s, se sont également posé la question. Ce qu'ils voyaient et voulaient éviter, c'est qu'aller dans ce sens revenait à reproduire en Iparralde les clivages du Sud, mais avec une proportion abertzale de la population nettement moindre, ce qui changeait beaucoup de choses. Concrètement, cela signifiait construire EA, PNV, Batasuna, et désormais Aralar (toutes sensibilités présentes en Iparralde) alors que nous ne sommes que 10 % d'une population de 260 000 personnes ; et cela sans parler des nombreux abertzale qui se seraient alors réfugiés dans des parcours politiques et électoraux individuels, car ils ne se seraient pas retrouvés dans un tel schéma.

UNE FORMULE ORIGINALE :

AB a été une tentative originale de dépasser une telle situation, de la

gérer par la démocratie (un homme, une femme une voix, assemblées générales souveraines, droit de tendance...), qui visait ainsi l'élaboration collective permanente d'un projet politique propre, bien qu'évidemment influencé par les réflexions et les pratiques d'Hego Euskal Herria.

**"AB,
Iparraldeko
abertzale munduan,
hegoaldeko zatiketen
gainditzeko
entsegu bat izan da."**

Dans la pratique, nous avons réussi à faire fonctionner un parti politique où travaillaient ensemble des secteurs allant de la social-démocratie à l'extrême gauche, et qui malgré toutes les contradictions qu'un tel mouvement doit gérer a réussi :

- ◆ à élaborer un vrai programme politique particulièrement novateur et progressiste,
- ◆ à impulser des luttes de masses (sur le terrain de la question institutionnelle),
- ◆ à susciter des contradictions, des débats vifs et des évolutions à l'intérieur des partis français,

◆ à avoir un réel écho, une vraie lisibilité auprès de la population et devenir un référent naturel sur des questions comme celle du logement par exemple,

◆ à dédramatiser l'abertzaleisme, arrivant ainsi à avoir des élus dans des élections à scrutins majoritaire,

◆ à symboliser de manière forte la présence d'Iparralde dans les accords de Lizarra-Garazi ou dans la création d'Udalbiltza (malgré une présence réelle très faible), et à ainsi donner une toute autre dimension à ces dynamiques,

◆ et surtout -et c'est peut-être le plus important- à créer une ambiance et une dynamique unitaire et mobilisatrice dans l'ensemble de ce mouvement social qu'est le mouvement abertzale, dont les effets positifs se ressentent sur beaucoup de terrains (jeunesse, anti-répressif, alternatives concrètes et contre-pouvoirs...).

Tout cela, et bien d'autres choses, était largement insuffisant bien sûr, et les lacunes et critiques à faire ne manquent pas, mais cette formule a réussi à fonctionner malgré la faiblesse structurelle du niveau politique de l'abertzaleisme du nord (représentatif en soi de la faible politisation de la société d'Iparralde), malgré l'élément de forte distorsion que composait la lutte armée d'ETA et malgré la répression incessante et l'immobilisme intransigeant de l'Etat français.

UNE SEULE MANIÈRE DE FAIRE DU TRAVAIL NATIONAL ?

La question se pose évidemment : n'y avait-il pas "d'autres points de départ possibles d'une démarche nationale", d'autres manières de créer une "ligne d'action commune", de "débattre ensemble le plus en amont possible, c'est-à-dire dès la phase d'élaboration, dès le stade des premières discussions"⁽²⁾ que de créer 3 (pour le moment) partis nationaux ?

Tout d'abord, on peut se demander également s'il faut vraiment se structurer de manière nationale, en tant que parti, pour faire un travail réellement national. N'y a-t-il pas d'autres moyens, moins coûteux en terme de confusion, de division, de déperditions d'énergies ? N'y avait-il pas des démarches originales à inventer : on le voit aujourd'hui avec ELA qui est désormais présent nationalement sans pour autant s'être implanté en Iparralde en tant qu'ELA, en tant que syndicat.

Il convient ensuite de préciser qu'il y avait un tel lieu pour certains militant(e)s de la gauche abertzale, où s'élaboraient "des propositions de lignes d'action commune, dès le stade des premières discussions", c'était Ekin, organisation politique présente depuis peu au Sud comme au Nord. Les militant(e)s d'Ekin étaient dans AB et y faisaient un travail très important, y avaient une grande influence. De même, pendant longtemps AB a compté en son sein des militants d'autres partis (EA, Vert...), et compte encore parmi ses adhérents des militants de Batasuna, la double appartenance n'ayant jamais été interdite. N'aurait-on pas pu dès lors concevoir d'autres formules possibles : au lieu de se créer en partis publics, possédant leurs locaux, leurs publications externes, présentant leurs candidats ou leurs listes aux différentes élections, PNV, EA et

Batasuna auraient été autant de tendances internes d'Abertzaleen Batasuna, aux côtés de nombreux indépendants, et y auraient développé leur propositions d'actions et de réflexion nationales. Je ne sais pas si l'on aurait pu faire cohabiter tous ces gens là, mais au vu de ce qui s'est passé ces dernières années, c'était au moins possible entre EA, Batasuna et ceux qui ne se sentaient qu'AB.

L'AVENIR :

Tout ceci étant dit, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui il est un fait acquis que trois partis EA, PNV et Batasuna sont là et bien là, en Iparralde, chacun avec leurs permanents, leurs locaux et leurs publications. Non seulement, ils comptent être présents pour longtemps en Iparralde mais ils comptent s'en donner les moyens, de gros moyens comme le prouve la campagne en cours d'auto-promotion du PNV.

La question se pose donc : comment mener désormais le combat pour l'unité abertzale en Iparralde ? Elle se pose avec d'autant plus d'acuité au regard de la nouvelle phase marquée par la fin de la lutte armée d'ETA.

Txetx
(txetx@wanadoo.fr)

⁽¹⁾Il faudrait dire "pour les jeunes abertzale", car les générations qui les ont précédés n'ont pas eu besoin de partis nationaux pour avoir une vision nationale, s'intéressant parfois même plus au Sud qu'au Nord, suivant au quotidien l'actualité politique et culturelle d'Hegoalde, pour multiplier les échanges, créer des structures ou des événements nationaux (AEK, Herri Urrats...).

⁽²⁾Expressions utilisées par Xabi Larralde pour faire comprendre l'intérêt fondamental de la création d'un parti national (en l'occurrence Batasuna) dans un article particulièrement intéressant et constructif paru dans Enbata du 4 mai dernier.



Klixka

Eialhartzea

Urte Kulturaren eihartzea ala eihartze kultura?

Menturaz bietarik. Nahi ginuke eihartzen balitz Coumeten gisakoien kulturaren kontrako kultura hori. Zoritxarrez ez baita egungoa auzia eta iduriz ez baita eihartzen. Halako jendek kulturaz duten ikusmoldearen adierazgarri baita Hazparneko kultur etxearen hetsaraztea. Baditu bere idurikoak Iparralde huntan berean gure Jackyk. Berak ordezkari lehenak izanez maila horretan, akulturazioa, partez, harma baitute beren poderearen atxikitzeko.

Egia da moldea ikusirik, uste ez ginuen maila apalenerat jausten dela. EHZari egin zuenaren ondorioz bildutakoarekin ere ez zuen entzun, edo arrunt futitzen da, beraz piesago da. Emaizta bera duten kulturaren kontrako politikak bizi ditugu egun ere. Familia bereko jendeenganik. Ikuskizun munduko langileen (Intermittents deitzen direnen) kontra duela 3 urte bidean jarri den protokolo berri -zahartuak orain- helburu bera baitu... kulturaren purtta purtta ahultzea. Ahultzea kopuruan eta kalitatean.

Ez bada aipatzen ere, egina du jada kalte, artista ainitzek ofizioa utzia baitute Medefak eta UMP gobernua ekoitzi jukutriarengatik. Eta arrazoina ez da diruarena ez, arrazoina da gutiago pentsatzen duen jendarte bat aiseago menperatzen dela. Eta kultur ekoizpen aberats batek jendea beste gisa batez pentsatzera, sentitzera ekar baitezake, beti puxulu da "Coca Colari egin ahala erosle moldatu" ekarri nahi dizkion politika batentzat (Patrick Le Lay TFl-eko buruak errana).

"Kultura hitza entzuten dutalarik ene pistola ateratzen dut" zion Goebbels nazien aitzindari eta propagandaren buruak. Coumeten moldeak egite gehiago du erranaldi huni. Kasu... ez dut erran hazparneko auzapeza nazi bat denik ez, baina kulturarekin duen tratamoldeak arrangura pizten duela bai.

Arrangura pizten du ere orohar kulturaren kontra eramaiten diren gudu horien aitzinean den erreazio eskasak. Avironen eta Boren sustengatzea ekintza kultural-politiko eta militantea bilakatua den iparralde honetan (euskalzale eta abertzaleak lehenak menturaz) bada etsitzerik zorbait unetan. Baina ez! Iparraldeko bertsolari gazteen maila entzuteak itxaropena ere pizten du.

Dena den, interesatua denak, aste ondar honetan, hazparneko karriketan berean, Eihartzeari bere sustengueren erakusteko parada bat du. Ekainaren 3 eta 4ean, ekintza kulturalak antolatu baitituzte egoerari buru egiteko. Eia!

Hergarai



**Courrier des lecteurs
Irakurlearen xokoa**

Eman zure iritzia / Donnez votre avis !

Chaque semaine, *Alda!* donnera à ses lecteurs(trices) la possibilité de s'exprimer directement, par le biais de cet **Irakurlearen xokoa** : commentaires sur l'actualité, participation au débat stratégique ou idéologique, annonce d'évènements, informations diverses.

La rédaction d'*Alda!* publiera en priorité les courriers apportant des éléments nouveaux d'information ou d'analyse, constituant des réflexions formatrices, des apports enrichissant le débat général, même si les points de vue défendus sont complètement

opposés aux nôtres. Nous écarterons les attaques personnelles et les polémiques non constructives. Les courriers doivent obligatoirement être accompagnés de l'identité et des coordonnées téléphoniques de leurs auteurs.

Suite aux deux premiers articles publiés dans Alda sur le Traité Constitutionnel Européen, nous publions un texte que Mattin Larzabal de Mouguerre nous a fait parvenir.

Europear Tratatu Konstituzional huts egina

ETKri Frantzia eta Herbeheretan ekarri zitzaion ezaren urtemuga kari, Aldan irekitzen den eztabaidara nire harritxoia ekartzera nator. Lehenik argumentu pare bat ekarri edo/eta zuzendu behar dela uste dut, gero nire kontu pertsonalak agertu nahi nituzke.

Iparraldearen kasuan gutiz bada gutiz baia nagusitu zela oroiterazi nahi dut, alde nabaria agertu baitzen estatuko hautuarekin. Hegoaldearen kasuan aldiz, Espainian bezalatsu baia nagusitu zen baina, ez parte hartzearen jaun ta jabetasunarekin, ehuneko 65a. Galdera : hegoaldekoak europear sentitzen direa?

Jose Angel Ulaziak esaten du: "multinazionalak eta kapital erraldoi europearrak ETK-ren bidez nahi zioten gaina hartu Amerikako estatu batuen kapitalaren dominazio mundialari". Onak, zinez onak idazle horrek janzten dituen larga bixtak, kapital europearra eta amerikararren arteko desberdintasuna eta lehia-keta hain ongi erakusten dutenak.

Nik hauexek ikusten ditut :

Europaren barne egituraketa politikoren urratsa osoki estankaturik dago la, gutienez hogeit erterentzat, Amerikako kapital erraldoiaren on baino hoherako nire ustez.

Europa soziala desagertua dela eritzi publikoaren arranguretatik. Segur, iparraldean ezezko ezkerrekoa bultzatu zuten talde desberdinek bat egin dutela, baina hortatik lekora

europear "B" plana ontuko luketen proposamenak inkonziante kolektibokan daude. Nik dakidala, Atenas-eko foru sozialean inkantazio ederrak entzun dira baina "B" planorik ez da diseinatu.

Alta hemen berean, ez lirateke ihardokitzeko motiboak eskas. 2002-an hetsia da Baionako RUWEL lantegia 330 langile bizipiderik gabe utziz. Geroztik eta aurrean berean, MCC berak, alta kooperatibizta eta euskalduna den kapitala, adar bat hesten du Donibane Lohizunen, unitate berri bat

*Envoyez vos textes à l'adresse de la
Fondation Manu Robles-Arangiz :
20, rue des Cordeliers, 64 100 Bayonne
ou au numéro de fax suivant : 05 59 59 33 23
ou encore à l'adresse électronique :
ipar@mrafundazioa.org*

irekiko duelarik Ezlobakian edo... europa ekialdean. Bi gertakari horien kasuan, europari ezetz ozenki erran behar zela ziotenak ez ditut karrikan anitz mugitzen ikusi.

Umiltasunekin begira iezaiozun erreallitateari. Inkantazio ozenez aparte, ez dugu oraindik deusik asmatu kapital europear/amerikararren inperialismoari zehazki buru egiteko. Eta proposamen bat egitera menturatzen naiz.

Langile sindikatu guztiek (horietan hartuz europa iparraldean hainbateko ordezkotasun erraldoia dutenak) beren presupostuaren ehuneko bat ematen diote "europear ikerketa

sozial fundazio" bati. Fundazio horren zerregina bikoitza izan behar liteke:

◆Berehalako laguntza soziala, europatik kanpo doazen enpresetako langabetuen defentsa segurtatu, eta gisa berean europa barnean gune "aberrats" batetik "pobreago" batera (edo lekuko botere publikoek askoz gehiago laguntzen duten gune batera) doazen enpresetako langabetuena.

◆Fundazioko ekipo juridikoak ikertuko ditu Europa osatzen duten estatu guztietako araudi sozialak, saiaturiko da hiztegiak eta filosofiak parekatzen benetako araudi sozial europear zehatza sortzeko.

Alabaina, ez diogu asko horri pentsatzen baina, Alemaniako GBB langile sindikatu erraldoiaren baitan ba daiteke langile bat baino gehiago kontzientzia problemak dituen, ikustearekin sindikatu horrek ez duela deus elkartasunik erakusten, ez Baionako RUWEL lantegiko 330 langabetuen aldera, ez eta ere, Iruineako adarra hetsirik Ezlobakian irekiko den VW lantegiko hiru mila langabetu nafarren aldera.

Ba dirudi proposamen hori errazki indarrean eman daitekeela, baina ongi pentsatzen hastearekin gero eta utopikoagoa agertzen da. Ezkerreko ideia filosofikoei atsegin ekartzen dieten inkantazioak beharrezkoak dira, hainbat urte iraganak ditugu horiek errepikatzen, ordu da orain fase zehatzetan sartzeko.

Mattin Larzabal (Mugerre)



Sciences cognitives

Elles regroupent l'ensemble des sciences qui concernent la connaissance et ses processus (psychologie, linguistique, neurobiologie, logique, informatique).

Cette brève présentation des sciences cognitives peut permettre à tous ceux qui suivent ou vont suivre des Formations de la Fondation Manu Robles-Arangiz de mieux connaître les différents moyens mis en oeuvre pour traiter l'information !

Une bonne façon de prendre conscience et en considération la diversité des sciences mises à contribution lorsque nous essayons de comprendre et de nous former à notre environnement...

Pour plus d'informations : www.risc.cnrs.fr

Zientzia Kognitiboak : Zer ote?

Buruan gertatzen diren aktibitateen oinarri biologikoak eta aktibitate horiek ondorioztatzen dituzten jarduerak ikertzen dituzten zientziak dira. Argikiago, burumuinaren ikertzean oinarritzen dira.

Jakinez buruak gorputzaren jarduerak ere kontrolatzen dituela, zientzia kognitiboek laguntzen dute gizakiaren izaerak eta jarduerak hobeki ulertzen, burua hunkitzen dituzten eritasunen hobekiago ezagutzen, terapia berrien proposatzen, eta, gorputzaren jardueren kudeatzea hobetzen.

◆ **Giza-burumuina sistema konplexuenetarikoa bat da.** Itxuraz simple diren funtzioen arduradun da (ikustea, entzuntea, mugitzea, etab.) bai eta ere gaitasun konplexuagoena: jakitateak, sinesmenak, sentimenduak.

◆ Zientzia kognitiboek **buruan gertatzen dena lantzen dute** diziplina ezberdinetako ikuspuntuak erabiliz: neurologia, fisiologia, genetika, psikiatria, psikologia, linguistika, modelisazioa, fisika, etab.

◆ **Nola egiten dugu objektu baten ezagutzeko?** Nola egiten du gaur batek jakitate baten sortzeko? Zer gertatzen zaigu formakuntza bateko jakitate bakar batzuk gelditzen zaizkigularik buruan? Etab. Galdera hauei erantzunak emaitzak **eritasun ezberdinen nundik norakoa ulertarazten digu** eta horrela **terapia eta tratamendu geroz eta egokiagoak lortzen** laguntzen du.

◆ **Ikerlan arlo ezberdinak:** ulermena, hizkera, ikusmena, planifikazioa, oroimena, atentzioa, sentimenak...

◆ **Ikertzeko metodo iraultzaileak:** neuro zientziek "imagerie" (IRM, EEG) teknologiei esker aurrerapenak egin dituzte.

Ikerlanetik jakintzara...metodologia sinplifikatu bat:

Zientzia kognitiboetan, zientzia guzietan bezala, gaurko egiak momentuko egiak dira. Ikerlan zientifiko bakoitzean, ondoko etapak jarraitzen dira:

o *Literatura ikertu:* hautatzen den gaiari buruz lehenik zer egin izan den gaur arte ikus eta erantzunik gabeko dudak zehaztu.

o Galderari erantzuten ahal duen *hipotesi bat proposatu.*

o Galderari erantzuteko egokia den *populakuntza hautatu. Metodo bat proposatu* ala jada existitzen den metodo bat hobetu/erabili galdera berriari erantzuteko.

o *Emaitzak lortzen* dira eta formulatua den hipotesia ikerlanak baieztatzen ala ezeztatzen duen kalkulatu da estatistiken bidez.

o Gero lortua diren emaitzekiko hipotesia formulatzeko agertua izan den *teoria egiztatua ala ezeztatua da.*

Azkenean, hipotesia baieztatzen da, beste ikerle batzuek ber emaitzak lortzen badituzte ber metodologiarekin. Orduan hipotesia momentuko egi bilakatzen da ezeztatua izan arte eta praktiketan erabilia izaiten ahal da (neurologian, psikiatrian, hezkuntzan...).

Burumuinari buruzko jakitateen momentuko egiak beti ta beti moldatzen doaz eta honela gaituzte jendearen jardueraren ulermenan baita eritasunen nundik norakoen zehaztean aintzinatzen laguntzen...



Sessions de formation au local de la Fondation : 20, rue des Cordeliers, dans le Petit Bayonne

☞ Echanges et discussions autour des logiciels libres organisés par Euskalug :

Dimanche 4 juin à partir de 14H00. Ouvert à tous ceux et celles qui veulent découvrir ou en savoir plus sur les logiciels libres.

☞ Conférence "Le commerce équitable est-il vraiment... équitable ?" avec Michel Besson de l'association Minga (Paris) :

Mercredi 14 juin à 20H30. Entrée gratuite, il est conseillé de s'inscrire.

☞ Week-end d'initiation au marxisme en juillet :

L'an dernier, un stage d'initiation au marxisme et à la critique du marxisme (Castoriadis etc.) avait réuni 11 personnes pendant 4 jours à Banka.

Nous pensons rééditer l'expérience pendant un week-end complet (du vendredi au dimanche) à Bayonne (hébergement et repas assurés sur place). Cela aurait lieu soit du 21 au 23 juillet, soit du 28 au 30 juillet. Au programme :

Histoire du marxisme :

◆ les théories économiques de l'époque et l'apport marxiste

◆ la philosophie marxiste

◆ les combats politique de Marx

◆ les différentes écoles marxistes

Actualité du marxisme :

◆ en quoi l'analyse marxiste permet de mieux comprendre les enjeux mondiaux actuels ?

◆ qu'apporte la formation marxiste à la pratique militante quotidienne ?

◆ visite de la planète Marx aujourd'hui

Alda!

Manu Robles-Arangiz

Institutua Fundazioa

20, Cordeliers karrika, 64100 – Baiona

Tel. + fax : +33 (0)5 59 59 33 23

E-Mail: ipar@mrfundazioa.org

www.mrfundazioa.org

Zuzendaria: Fernando Iraeta

Ipar Euskal Herriko arduraduna:

Txetx Etxeverry

Alda!-ren koordinatzailea:

Xabier Harlouchet

rupture

cialistes compromettent les chances
st guère pressé de mettre en œuvre la «table»
sa dissolution et l'avenir de ses membres.

souci de remettre les pendules à l'heure à l'égard des partenaires politiques avec un rappel des passages obligés de la négociation, mais aussi par la volonté de réaffirmer la pérennité du processus de paix auprès de ses propres troupes.

Anesthésie et pourrissement

Si Zapatero ou Patxi Lopez n'avancent pas quelques éléments politiques ou institutionnels sérieux assez rapidement, on voit mal comment ETA pourra justifier le maintien de son cessez-le-feu. Dans ce contexte difficile Batasuna, Arnaldo Otegi en tête, fait visiblement des efforts prenant des allures d'autocritique. Témoin sa déclaration du 8 mai dans le quotidien catalan *Avui* où il présente comme une «*erreur évidente*» le fait pour Batasuna d'avoir laissé entendre que «*la souffrance des autres lui était égale et que la fin justifiait les moyens*». Ou encore que la Navarre «*pense que nous voulions l'annexer*» et «*l'idée que nous voulions imposer nos idées politiques*».

Le 19 mai, à 48 heures du référendum sur l'indépendance du Monténégro, qui suscite évidemment un immense intérêt en Pays Basque, Arnaldo Otegi précise que les abertzales se satisferaient de l'annonce même à très long terme d'un référendum d'autodétermination, que ce droit, cette possibilité soient simplement ouverts, il ne s'agit que de cela pour l'instant.

L'heure est donc encore aux concessions et à l'huile dans les rouages, mais jusqu'où et jusqu'à quand? Pour le dirigeant indépendantiste Fernando Barrera, les récentes mises en examen qui s'abattent sur les responsables les plus en vue de Batasuna «*ne sont pas un 'accident', il s'agit d'une provocation à l'initiative du ministère public et du gouvernement. Beaucoup plus grave est l'intention*» qu'il y a derrière, affirmait-il le 28 mai. «*Nous ne percevons pas une volonté réelle de la part du PSOE et du PNV pour ouvrir un dialogue qui résolve*» le conflit, ajoutait-il.

Comme ont été eus les Catalans

La paix est donc un combat, elle n'a rien d'un fleuve tranquille et l'on peut aujourd'hui avoir de sérieux doutes sur le contenu de la négociation secrète entre ETA et le gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol. Joseba Egibar, leader de la tendance souverainiste du PNV, écarté des commandes du parti, tire la sonnette d'alarme le 14 mai: «*Nous ne pouvons permettre que Zapatero anesthésie ce peuple et pourrisse le processus de normalisation*». Le coordinateur général d'Ezker Batua-IU, Xabier Madrazo, confirme le lendemain: «*Je ne pense*

pas que l'Etat soit disposé à donner une solution assortie de garanties au conflit basque». Le Catalan Josep Lluís Carod Rovira, qui parle d'or et connaît le sujet de l'intérieur, avertit: «*Ne vous laissez pas tromper par le discours aimable et cordial de Zapatero. Les Basques ne doivent pas se faire avoir comme ont été eus les Catalans!*»

Dans cet océan de scepticisme, le président du PNV, Josu Jon Imaz, fait preuve d'un bel optimisme. Il considère, dans une interview rendue publique le 28 mai, qu'il «*est possible de se mettre d'accord sur le droit de décision à partir du cadre juridique actuel*», dans la mesure où l'on interprète les textes de façon large. «*La priorité est l'accord*» entre tous «*et non pas la consultation populaire, ne mettons pas la charrue avant les bœufs*».

Imaz rejoignant le point de vue du PSOE se montre très réticent à réunir la «*table*» de négociation des partis politiques et repousse ce projet aux calendes grecques. Une vision consensuelle qui, aux yeux d'EA ou de Batasuna, frise l'angélisme et annonce un enlèvement de première classe dans des discussions interminables. Avec la tentation et l'ombre d'un scénario à la CiU qui hante tous les esprits.

Alors, Euskal Herria prend-il la direction de Bergara avec son abrazo-trahison ou met-il le cap sur le Monténégro?



Le juge Fernando Grande-Marlaska

Habla cristiano

En opposition avec la Commission européenne, le Parlement de Strasbourg vient de rejeter l'utilisation des langues basque et catalane

L'UNE des raisons qui avaient conduit certains d'entre nous à s'engager en faveur du oui au référendum du 29 mai 2005 était le rééquilibrage des compétences au profit du Parlement de Strasbourg prévu par le projet de traité constitutionnel. Dans une union souvent taxée de technocratie et de bureaucratie, les nouvelles préroga-

faisait d'assurer la traduction des documents et en laissait la charge au gouvernement espagnol. La majorité réactionnaire de l'assemblée n'a pas eu d'état d'âme: elle a carrément opposé une fin de non-recevoir à la demande.

On voit bien là le poids des conservateurs dans le paysage politique européen actuel et leur autisme face au



tives dévolues au parlement, au démantèlement du conseil des chefs d'Etat et de la commission, ne pouvaient que renforcer la marche vers davantage de démocratie.

Un parlement est l'expression directe des choix politiques des citoyens et l'Assemblée de Strasbourg ne déroge pas à ce principe: elle est la transcription fidèle des forces politiques traversant actuellement les pays de l'Union. La prédominance des conservateurs —des démocrates-chrétiens à l'extrême droite— à Strasbourg reflète la réalité politique d'aujourd'hui dans les 25 pays membres. On peut le déplorer, mais c'est la loi de la démocratie. On l'a bien vu récemment. L'Assemblée de Strasbourg vient de rejeter une proposition, émanant du gouvernement espagnol, d'utiliser le basque et le catalan dans les instances européennes. Le refus a été voté par l'ensemble du parti populaire européen et une partie de la gauche. On se souvient que la proposition provenait d'un engagement de Zapatero de porter cette demande des communautés autonomes basque et catalane auprès des instances de l'Union.

Dans un premier temps, la commission avait donné un aval assorti de conditions assez dissuasives: elle re-

fait régional. Ce refus obstiné de laisser le moindre espace aux langues des peuples sans Etat est également le produit du formidable travail de sappe et de contre-information mené méthodiquement par Aznar et ses affidés, des années durant, dans les couloirs de Bruxelles et de Strasbourg. Ce lobbying forcené a abouti à une criminalisation des revendications politiques des minorités dans l'esprit des conservateurs bien sûr, mais également de nombreux socialistes. C'est ainsi qu'Aznar avait obtenu le silence complice des instances européennes lors du vote aux Cortès de la loi liberticide déclarant Batasuna hors-la-loi. Une telle loi aurait été inimaginable dans tout autre pays européen, mais Aznar a obtenu ce qu'il voulait: le silence approbateur des instances européennes. Il est heureux que des voix progressistes, comme celle du vice-président Gérard Onesta que nous avons soutenu lors de la dernière élection, se fassent régulièrement entendre en ces occasions.

Reste à espérer que les récentes évolutions qui ont mené à l'indépendance du Monténégro auront un effet bénéfique sur l'approche des élus et des responsables de l'Union en matière des droits des peuples niés.

Sous le sceau de l'unité

Devant la presse, Abertzaleen Batasuna propose d'élargir le champ abertzale sur les thèmes de l'institution spécifique pour Iparralde, les alliances électorales, le processus de sortie du conflit, l'Aberri Eguna...

« **C'**EST l'heure du travail en commun » a lancé AB lors de sa conférence de presse la semaine dernière. La formation abertzale souligne le fait que le contexte politique a considérablement changé durant les derniers mois, rendant souhaitable un effort de tous en vue de la mutualisation des énergies et des initiatives politiques. AB se fait fort d'assurer ce travail d'impulsion en Iparralde, notamment au vu des échéances d'importance qu'annoncent les années à venir. AB a tout d'abord tenu à souligner le fait que l'on ne part pas de zéro. Au niveau national, le travail en commun entre abertzale a connu diverses déclinaisons: dynamique autour de Nazio Eztabaida Gunea puis d'Oinarizko Hitzarmen Demokratikoa, mobilisations autour du dossier 18/98, de celui des prisonniers politiques, ou aussi en soutien à Batasuna contre les mesures d'interdiction qu'il subit. Partout AB a été présent malgré la faiblesse de ses moyens.

Le moment est opportun

Au niveau d'Iparralde également, la participation à des réflexions communes entre abertzale sur des

thèmes tels que l'institution spécifique pour le Pays Basque Nord, la socialisation d'OHD auprès des partenaires politiques locaux, l'impulsion du réseau logement ont vu AB au premier rang. AB a également tenu à ouvrir le monde abertzale vers des partenaires avec lesquels existent des points de convergence, notamment avec les Verts sur le domaine des déchets. Aujourd'hui encore, c'est un travail en commun qui permet à la campagne des 46.000 signatures d'avancer et AB y met toute son énergie.

Non, on ne part pas de zéro. Mais il est temps de passer à la vitesse supérieure aujourd'hui. En effet le moment est opportun: les acteurs politiques du Pays Basque ont montré chacun des signes d'ouverture en vue, sinon d'un rapprochement idéologique, au moins d'un dialogue politique. Le président d'Euskadi, Ibarretxe, avec sa version de la table des partis, Batasuna avec sa proposition d'Anoeta, la plate-forme OHD impulsant également un espace de dialogue, le PSOE faisant voter aux Cortès l'acceptation puis l'application de pourparlers avec ETA, et ETA lui-même décrétant le cessez-le-feu per-

manent qu'on attendait de lui. En Iparralde aussi les responsables des grandes formations politiques furent unanimes au lendemain de la trêve pour déclarer que l'ère des discussions était arrivée.

Débat et vote en Assemblée générale extraordinaire

Dans ce nouveau contexte, AB entend assumer son rôle et proposer différents espaces de rassemblement des forces abertzale... et pas seulement abertzale. Dans le droit-fil du débat du matin de l'Aberri Eguna à Heleta, où de nombreux points d'accord ont été soulignés entre les organisations présentes, il est temps de rassembler les énergies et les idées. Deux axes emblématiques ont été choisis par AB pour commencer à appliquer ce principe. L'Aberri Eguna d'abord. Un bilan a été effectué de l'édition 2006, bilan qui, s'il a pu être satisfaisant pour AB sur le plan humain (plus de 500 personnes dont 300 repas) ou politique (notamment grâce au débat du matin), laisse un goût quelque peu amer. Maintenant qu'il est clair qu'en dehors d'AB d'autres abertzale souhaitent aussi qu'un Aberri Eguna soit organisé en

Iparralde, il est évident qu'il doit y avoir moyen de l'organiser en commun. C'est pourquoi AB compte proposer le principe de la mise en place d'un collectif organisateur de l'Aberri Eguna dès la rentrée de septembre. Deuxième axe de travail, les élections législatives. Plusieurs possibilités et choix tactiques s'ouvrent pour AB, mais il est important de mettre en place d'un collectif organisateur de l'Aberri Eguna dès la rentrée de septembre. Deuxième axe de travail, les élections législatives. Plusieurs possibilités et choix tactiques s'ouvrent pour AB, mais il est important de mettre en place d'un collectif organisateur de l'Aberri Eguna dès la rentrée de septembre. Deuxième axe de travail, les élections législatives. Plusieurs possibilités et choix tactiques s'ouvrent pour AB, mais il est important de mettre en place d'un collectif organisateur de l'Aberri Eguna dès la rentrée de septembre.

C'est enfin autour de ces deux points que les principes généraux qui guideront l'action d'AB dans les mois à venir seront soumis à débat et au vote lors d'une assemblée générale extraordinaire, le 16 juin prochain. L'initiative est désormais lancée, elle n'aura d'avenir que si elle connaît un écho. Pour AB, le contexte est favorable mais ne doit pas être considéré comme un acquis; «ne laissons pas passer le train» finissent les porte-parole d'AB en marge de leur conférence de presse.

Courrier

A propos du courrier de Georges Eguimendya

DANS la tribune d'un numéro précédent, J-L. Davant s'était donné pour objectif de convaincre ses interlocuteurs de la viabilité économique du Pays Basque dans sa globalité. Sa démonstration s'appuyait largement sur celle des provinces autonomes. L'intervention de Georges Eguimendya (*Enbata* N°1926) vient à point pour nous rappeler que nous devons également nous poser la question de la viabilité économique d'Iparralde pris à part.

G. Eguimendya a le mérite de s'exprimer de la manière la plus triviale, permettant à quiconque ne fait la sourde oreille de comprendre pourquoi la majorité d'Iparralde s'obstine à plébisciter les partis politiques nationaux en dépit de toutes nos exhortations

Il nous fait, dans le dernier paragraphe de son intervention, une liste des bienfaits et avantages économiques octroyés par notre Etat providence qu'il ne veut absolument pas perdre. Il ne fait pas une analyse économique compliquée, mais il est, comme la plupart d'entre nous, spontanément conscient de la situa-

tion de dépendance dans laquelle nous nous sommes enfoncés depuis plusieurs décennies. Il y est résigné. En effet, la seule alternative qu'il entrevoit, mais qu'il réfute immédiatement comme étant une utopie abertzale dangereuse, est une substitution du protecteur France par le protecteur Euskadi, lequel lui semble moins fiable, moins riche, moins généreux et donc incapable de nous assurer le même niveau de vie. Il compte donc sur un futur département du Pays basque pour consolider l'état actuel des choses et faire barrage à l'emprise du sud.

Le sentiment justifié de notre précarité économique et l'acceptation résignée, plus ou moins avouée, de la solution de la dépendance économique sont des traits caractéristiques de la mentalité basque d'Iparralde et les milieux abertzale ne font pas exception.

C'est une différence importante avec la mentalité du Sud et elle explique la relative faiblesse du dynamisme national chez nous.

Le premier sentiment était historiquement explicable étant donné la relégation géographique et écono-

mique d'antan ainsi que la faiblesse numérique de notre communauté isolée des Basques du Sud par la constitution de l'Etat français.

Le second est moins ancien et a dû s'installer autour de 1789 et progresser, mesure que le dirigisme jacobin tuait chez nous l'habitude de ne compter que sur nous-mêmes. Il contamine toutes les générations, les couches sociales et les diverses options politiques.

Nous devons accepter le fait évident que la préoccupation économique est, chez nous comme ailleurs, un conditionnement essentiel de notre comportement politique. Quelle est donc cette alchimie entre la composition sociologique et les mécanismes idéologiques qui fait que notre mouvement soit incapable de comprendre que nous sommes minoritaires non pas parce que notre peuple veut renier à tout prix son identité mais parce qu'il craint pour son travail et son niveau de vie en votant pour des dangereux rêveurs?

«Avenir compromis pour les rêveurs!» répète en leitmotiv G. Eguimendya.

Il a raison et tout le monde doit ef-

fectivement re-descendre sur le plancher des vaches pour lui montrer que nous nous préparons à renforcer l'économie de ce pays dans un environnement de plus en plus imprévisible comme l'explique J-L. Davant dans sa dernière tribune libre (*Enbata* n°1929).

La bonne attitude c'est de travailler à maîtriser notre travail et nos revenus et non pas de nous en remettre aux avantages octroyés qu'ils proviennent du Nord ou du Sud. Non seulement c'est sage mais en plus c'est indispensable pour qui veut avoir l'esprit libre et choisir son avenir.

Pour terminer, je ferai une remarque sur le courrier de G.Eguimendya:

Il est de notoriété publique que les institutions basques nous aident généreusement dans le combat pour la sauvegarde basque. Fait moins connu, elles font preuve d'une grande solidarité dans le domaine économique en nous aidant à promouvoir l'enseignement technique auprès de nos étudiants, mais, pas plus que les institutions françaises, elles ne pourront pas tout faire à notre place.

B. Castorene

■ **Nouvel assaut contre Batasuna.** Le juge d'Instruction de l'Audiencia nacional, Fernando Grande-Marlaska, a convoqué le 19 mai sur réquisition du Procureur Juan Moral, huit membres du Bureau national de Batasuna à comparaître devant lui les 30 et 31 mai.

Ils sont poursuivis pour «*récidive délictuelle*» car ils ont contrevenu à l'Ordonnance de ce même juge, en date du 17 janvier, suspendant toute activité de Batasuna dans l'affaire du «*financement d'ETA par les herriko taberna contrôlées par l'organisation abertzale*». Cette comparution est due à la conférence de presse tenue le 24 mars à l'hôtel Tres Reyes de Pampelune au cours de laquelle Batasuna a exposé sa position

sur le cessez-le-feu d'ETA, connu deux jours auparavant. Juan Kruz Aldasoro, Fernando Barrena, Joseba Permach et Joseba Alvarez ont été cités pour le 30 mai; Arnaldo Otegi, Jon Gorrotxategi, Karmelo Landa et Rufi Etxebarria pour le 31. Le Procureur affirme que c'est bien le bureau de Batasuna qui a tenu la réunion, ce qui constitue une «*manifestation de l'activité délictuelle*» alors que Batasuna était suspendu.

Il se trouve qu'Otegi était absent de la conférence de presse, pour cause de maladie...

■ **Autre extradition.** La Cour d'appel de Pau a donné le 19 mai un avis favorable à l'extradition vers l'Espagne de Xabier Lareki, arrêté le 3 mars à Saint

Jean de Luz. Son avocate avait pourtant fait valoir la prescription des faits imputés. Déjà arrêté en 2002, Xabier avait été libéré en raison de cette prescription. La Cour a cependant retenu une Convention signée le 1^{er} juin 2005 par la France à Dublin selon laquelle le délai où les infractions sont prescrites est celui de l'Etat demandeur. En Espagne, il est de 15 ans.

Xabier risque donc de rejoindre les six compatriotes extradés le même jour, 19 mai, par le Mexique, et désormais incarcérés à Soto del Real.

■ **Climat répressif.** La tension subsiste en Euskadi avec la répression policière de l'ertzaintza contre les manifestations de Segi. A Gasteiz, il y a eu onze arres-

tations après la manif. L'Audiencia nacional continue elle aussi son œuvre répressive. Sept jeunes gens ont comparu le 23 devant le juge suite à l'affaire des «*bons de soutien à ETA*» qui a valu à Ibon Menika d'être torturé et incarcéré.

■ **Dernière minute:** Abertzaleen Batasuna (AB) apprend avec stupéfaction l'arrestation de Jon Oihenart, Ainara Goñi et Beñat Trunday aujourd'hui, mardi 30 mai (...). Les arrestations d'aujourd'hui auront au moins eu la vertu de prouver par A+B l'implication de la France dans ce conflit, car personne ne pourra contester le fait que ces arrestations sont bel et bien liées à un problème que d'aucuns qualifient de «*problème d'un Etat voisin*».

Libre le temps d'une mise en terre



Daniel Derguy au milieu des siens, au cimetière d'Hiriburu

A PRES dix ans de prison, Daniel Derguy est revenu, pour une triste circonstance, mardi dernier 23 mai dans sa ville natale, St Pierre d'Irube. Il a en effet bénéficié d'une sortie exceptionnelle de quelques heures de la prison de Clairvaux, pour assister à l'enterrement de son père. S'il

n'a pu assister à la messe en l'église d'Hiriburu, on lui a cependant permis de se joindre à sa famille pour un dernier hommage à son père lors de l'inhumation au cimetière. Tout le temps passé avec les siens, Daniel est resté les mains attachées sous la «*protection*» de nombreux policiers.

Défilé de témoins au procès 18/98

Transgression procédurale, charges infondées sur des entreprises soupçonnées de financer ETA, dénonciation de tortures et de viols, 3^{ème} accident de la route pour quatre témoins, documents d'accusation du Parquet disparus...

NOUVEL incident au procès de Madrid. L'Audience du 18 mai s'est terminée sur la protestation de l'avocat Zigor Reizabal contre la décision du Tribunal permettant à deux témoins cités par l'accusation de témoigner après ceux de la défense. Il s'agit du policier espagnol qui a interrogé Edoeta Jimenez en 1984, et du preso Josetxo Arizkuren, incarcéré en France. Celui-ci ne pourra pas être entendu avant le 15 juin, et ce sera par vidéo-conférence. C'est pour ce motif que Me Reizabal, secondé par les autres avocats, a dénoncé la «*transgression procédurale*» que constitue le fait que les témoins de l'accusation déclarent après ceux de la défense.

La semaine passée, on a donc entendu des dirigeants d'entreprises soupçonnées d'avoir été créées pour financer ETA. Ainsi Gadusmar, dédiée à la commercialisation de la morue: les trois entrepreneurs ont formellement rejeté l'amalgame et ont même reconnu que les bénéfices de la société étaient quasi-nuls et permettaient à peine de «*tenir le coup*». Ainsi Itsas Izarra, censé succéder à Gadusmar qui, selon les deux patrons entendus, «*n'a même pas eu le temps d'exister*». Ainsi Banaka, dont la responsable, Maite Amezaga, emprisonnée pour cela, a dit qu'il s'agissait d'une entreprise de conseils, avec des tas de clients autres que Gadusmar ou Untxorri Bidaiak. Maite Amezaga est poursuivie dans le dossier 35/02 des herriko taberna.

Les fondateurs de l'agence de voyages Untxorri Bidaiak, que l'accusation situe également dans «*le réseau financier d'ETA*» ont dit à la Cour n'avoir pas été convoqués une seule fois par la justice durant les huit an-

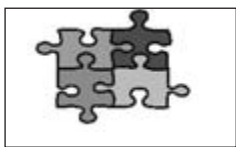
nées depuis la fermeture de l'agence par la police. Eux aussi réfutent tout lien avec ETA et signalent que la marche de l'entreprise permettait à peine de payer les salaires des employés.

L'accusée Nekane Txapartegi, impliquée dans le volet «*Xaki*» du dossier, et qui risque pour cela douze ans de prison, avait fait citer le garde civil qui l'aurait torturée et violée. Bénéficiant du statut de «*témoin protégé*», il a bien sûr nié tout mauvais traitement et a refusé de répondre aux questions des avocats. La plainte de Nekane, archivée en 2001, a été récemment rouverte sur recours de la plaignante.

La session aurait pu se terminer par un drame. Le véhicule de quatre des témoins des entreprises impliquées a subi le 22 mai, près de Burgos, un grave accident dû au passage d'un cervidé. C'est le 3^{ème} accident du procès.

Le 23 mai enfin, l'administrateur judiciaire du quotidien *Egin*, Antonio Lopez, a stigmatisé la posture du juge Garzón qui, en prolongeant l'embargo sur les biens et le blocage des comptes des entreprises éditrices, a provoqué la perte irrémédiable du patrimoine du groupe Orain. Il a de plus révélé que la documentation économique du groupe, correspondant aux années 1998, 1999 et 2000, a disparu. Personne au Tribunal, depuis le greffier jusqu'à la Présidente, ne sait où elle se trouve. Il s'agit de 189 documents, sur lesquels se fonde en grande partie l'accusation du Parquet.

La suspension du procès, voire son annulation, sollicitée alors par l'avocat Jose Maria Elosua, a bien évidemment été rejetée par le Tribunal.



BATERA

5.021 signatures enregistrées au 29 mai 2006. **25%** de l'objectif Pays Basque. **11%** de l'objectif Pyrénées-Atlantiques.

Prochaines réunions publiques d'information

- Jeudi 1^{er} juin, St Palais, 20h30, Zabalki, chez les Frانسiscains.
- Vendredi 2 juin, Sare, 21h, mairie.
- Vendredi 2 juin, Aldudes, 21h, mairie, les communes des Aldudes, Banca et Urepel
- Vendredi 2 juin, St Pierre d'Irube, 20h30, Salle Uhaine (près de l'Eglise) les communes de Lahonce, Mouguerre, St P. d'Irube, Urcoit, Villefranque)



46.000 signatures en faveur d'une consultation

BATERA vient d'engager une campagne en faveur d'une consultation autour de la question d'un département Pays Basque. Il s'agit là d'une campagne très importante. Il est vrai que la revendication du département suscite des réticences depuis toujours dans le mouvement abertzale. Car, même si un département peut constituer un pas dans l'état actuel des choses, il ne représente pas le pas de la reconnaissance d'Iparralde. En effet, un département est une structure administrative française. Ne disposant que de très peu de compétences, il ne satisfait pas aux conditions minimales requises du point de vue du respect de nos droits. Un département ne permet pas, par exemple, la mise en œuvre d'une véritable politique linguistique. Il ne met pas à disposition les moyens minimums nécessaires à la promotion d'un développement socio-économique propre aux trois provinces. Et il n'offre que très peu de possibilités de structurer «d'égal à égal» des relations avec les autres provinces d'Euskal Herria.

La campagne engagée par Batera s'inscrit dans la continuité du travail mené ces dernières années, mais elle a l'intérêt de poser le problème de façon sensiblement différente. En mettant en avant la demande d'une consultation, il ne s'agit pas (pour le moment) de se positionner pour ou contre le département, mais de dire si on est favorable ou non au fait que les habitants d'Ipar Euskal Herria puissent, autour d'une question institutionnelle, avoir le droit de décider. Si la campagne est un succès, un nouveau refus des notables locaux et des autorités parisiennes mettra en évidence la nature du problème en Pays Basque tel que le dénoncent les abertzale depuis des années. Sur quelques sujets que ce soient, et même si c'est en des termes minimalistes, Paris ne supporte pas que le Pays Basque puisse décider en tant que tel. Il ne supporte pas que le Pays Basque puisse se comporter comme un sujet politique maître de ses choix. Le fond du problème en Pays Basque, c'est que les habitants de ce pays sont confrontés à un véritable déni de démocratie au nom d'une idéologie jacobine imposée par Paris.

Xabi Larralde

Les 46.000 signatures fixées par Batera correspondent à 10% de l'électorat du département des Pyrénées-Atlantiques. Cet objectif de 46.000 signatures a été défini en respect de la légalité française. Selon Batasuna, d'un point de vue politique, le succès de cette initiative ne peut se jauger au regard d'une légalité qui constitue justement un des outils principaux de négation du Pays Basque. Dans la mesure où

«Les habitants de ce pays sont confrontés à un véritable déni de démocratie au nom d'une idéologie jacobine imposée par Paris»

l'objectif quantitatif fixé par la loi se réfère à un cadre —celui des Pyrénées-Atlantiques— qui «dilue» totalement Iparralde, les règles du jeu sont évidemment «pipées» en notre défaveur! Plus que le respect d'une norme de la loi française, cette dynamique en faveur de la consultation doit refléter la volonté des habitants du Pays Basque Nord. En réponse à un avis sollicité par le Biltzar des maires, une très large majorité des maires s'est prononcée à l'automne dernier en faveur de l'organisation d'une consultation. Suite à cet avis, la dynamique de récolte de signatures doit venir confirmer la volonté des habitants d'Ipar Euskal Herria en faveur d'une consultation. C'est dans ce cadre qu'il faut selon Batasuna juger du succès politique de la dynamique en cours. Cela ne signifie nullement qu'il faille mener la campagne à minima. Bien au contraire, notre objectif doit être de récolter le maximum de signatures.

Il appartient donc à chacun de faire en sorte que cette campagne soit un succès. Qu'advient-il au sortir de cette campagne? Le gouvernement français

apportera-t-il une réponse favorable? Hélas, on peut douter du fait que demain nous parvienne une déclaration des autorités parisiennes affirmant: «Les habitants du Pays Basque auront le dernier mot autour de la question institutionnelle. Le gouvernement français respectera leur décision». Ce doute se fonde évidemment sur la position maintenue historiquement par Paris. Par rapport à celle-ci, je suis récemment tombé par hasard sur un numéro du *Nouvel Observateur* datant de juillet 1981 comportant une interview de G. Defferre sur la décentralisation. Question: «Le Pays Basque? Est-il toujours question de créer un nouveau département?» Réponse: «Pas pour le moment. Le drame du Pays Basque, à mon sens, c'est qu'il n'y a de solution que politique. Or, si le gouvernement espagnol en convient un jour et concède un statut spécial au Pays Basque, les 150.000 Basques français (...) accepteraient-ils (...), à ce moment, d'être absorbés (...)? J'en doute. En tout cas, les difficultés avec le gouvernement espagnol au sujet des terroristes basques, nous commandent la prudence».

Les termes de la réponse de G. Defferre sont assez édifiants. Paris maintient strictement la même position de statu-quo envers Iparralde depuis plus de 25 ans! Cette position ne se fonde pas sur une analyse concernant les trois provinces, mais est fixée au regard de la situation politique plus globale de l'ensemble d'Euskal Herria et en fonction de l'évolution du conflit qui y perdure. Nous le savions depuis longtemps, mais il faut espérer que les sensibilités non abertzale vont finir par en prendre conscience: c'est bien évidemment l'existence d'un problème politique plus global en Pays Basque qui fait que l'ensemble des revendications minimalistes et sectorielles sont totalement bloquées en Iparralde depuis 25 ans. C'est justement pour ça que, vis-à-vis du contexte historique dans lequel nous nous trouvons, il est aussi de la responsabilité de tous les acteurs socio-politiques —qu'ils soient abertzale ou non— du Pays Basque Nord de participer au processus de résolution du conflit en Euskal Herri.

Notre couverture: Après dix années de prison, Daniel Derguy est libéré quelques heures pour assister à l'enterrement de son père.

Sur votre agenda

Ekaina:

✓ **Vendredi 2, 18h, BAIONA** (Espace-brasserie de l'Aviron Bayonnais - quai de la Nive) vernissage de l'exposition, sculptures et peintures, de Mikel Dalbret.

✓ **Vendredi 2, 21h, GARAZI** (Jai Alai). 110 collégiens chantent Gainsbourg. Samedi 3, 16h, Musika ibilaldia. Dimanche 4, de midi à 2h, danses, musiques, chants.

✓ **Samedi 3, 16h, BIARRITZ** (Médiathèque). Le



Mikel Dalbret

poète de Bizkaia Kirmen Uribe et le chanteur Mikel Uzdangarin.

✓ **Samedi 3, ANGELU**. Jumelage sportif Anglet/Getxo organisé par six associations culturelles dont Angeluko

ikastola.

✓ **Dimanche 4, LUHUSO**. Zikro annuel de l'association Ahaideak et la CAR.

✓ **Dimanche 4, 15h30, BAIONA**. «La musique au Musée Basque», l'histoire de Bayonne avec Etienne Rousseau-Plotto..

✓ **Mardi 6, 21h, DONIBANE LOHITZUN** (Salle du Fronton municipal) réunion d'information de Laborantza Ganbararen Lagunak.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46. 11.16. Fax: 05.59.46. 11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Impr-imerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.

Sommaire

- Jusqu'au point de rupture 4 et 9
- Les Chroniques d'Aladal 5 à 8
- Sous le sceau de l'unité 11

Courrier

B IEN que d'accord sur les critiques faites par Jakes Bortayrou au film «*El Lobo*», je voudrais ici faire ressortir un élément qui me paraît essentiel à sa compréhension.

L'épouse de «*El Lobo*», présentée dès le début comme éloignée de toute position politique, prononce cependant à la fin des paroles révélatrices.

S'adressant au fils du couple, elle dit à peu près ceci: «*Ton père? Il a trahi son peuple*».

«*El Lobo*» a rompu cette solidarité qui lie entre eux les Basques, quels que soient leurs jugements sur la violence politique.

K. Ab.